

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

49e ZITTINGSPERIODE

GEWONE ZITTING 1998-1999

HANDELINGEN VAN DE OPENBARE COMMISSIEVERGADERINGEN

10/03/1999

C 765 Bedrijfsleven, Wetenschapsbeleid,
Onderwijs,
Nationale wetenschappelijke
en culturele instellingen,
Middenstand en Landbouw

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE

49e LÉGISLATURE

SESSION ORDINAIRE 1998-1999

ANNALES DES RÉUNIONS PUBLIQUES DE COMMISSION

10/03/1999

C 765 Economie, Politique scientifique,
Education,
Institutions scientifiques et culturelles,
Classes moyennes et Agriculture

Sommaire

Mercredi 10 mars 1999

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE - C 765

Question orale de M. Marceau Mairesse au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la profession de photographe" (n° 1983)

orateurs : MM. **Mairesse**, **Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Question orale de M. Julien Verstraeten au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "l'interdiction des batteries de ponte pour les poules" (n° 1998)

orateurs : MM. **Verstraeten**, **Pinxten**, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises

Inhoud

Woensdag 10 maart 1999

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN, HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS, DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE EN CULTURELE INSTELLINGEN, DE MIDDENSTAND EN DE LANDBOUW - C 765

Mondelinge vraag van de heer Marceau Mairesse aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "het beroep van fotograaf" (nr. 1983)

sprekers : de heren **Mairesse**, **Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

Mondelinge vraag van de heer Julien Verstraeten aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "het verbod op het houden van legkippen in batterijkooien" (nr. 1998)

sprekers : de heren **Verstraeten**, **Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS
SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES
NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE
RÉUNION PUBLIQUE DU
MERCREDI 10 MARS 1999

PRÉSIDENCE de
M. Ansoms

La séance est ouverte à 10.13 heures.

COMMISSIE VOOR HET BEDRIJFSLEVEN,
HET WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS,
DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE
EN CULTURELE INSTELLINGEN,
DE MIDDENSTAND EN DE LANDBOUW
OPENBARE VERGADERING VAN
WOENSDAG 10 MAART 1999

VOORZITTER :
De heer Ansoms

De vergadering wordt geopend om 10.13 uur.

Question orale de M. Marceau Mairesse au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "la profession de photographe" (n° 1983)

Mondelinge vraag van de heer Marceau Mairesse aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "het beroep van fotograaf" (nr. 1983)

Le président : La parole est à M. Marceau Mairesse.

M. Marceau Mairesse (PSC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, vous savez combien les artisans et les petits indépendants éprouvent aujourd'hui des difficultés d'existence. Depuis deux ans, le jeune comité de l'UPPF, l'Union des photographes et des revendeurs photographes professionnels de la communauté francophone, ainsi que leurs homologues du NVB ont tenté de sensibiliser le monde politique à la crise qu'ils subissent.

Comprendre leurs difficultés, c'est non seulement assurer la pérennité de bon nombre d'emplois - environ 1 500 familles -, mais également valoriser un savoir-faire et une proximité au service du consommateur.

Monsieur le ministre, ne serait-il pas urgent d'entamer une révision immédiate des textes régissant l'accès à la profession, de revoir les limites d'accès à la profession afin de mieux répondre à la loi du 14 juillet 1991, notamment l'article 30, et de prévoir des modalités de sanction pour le contrevenant ?

De plus, une société propose aux librairies, aux magasins d'électro, de décoration et même de lingerie féminine, de placer une machine de développement de photos en une heure, 100% automatique. Une autorisation rapide a été donnée par le ministère pour la vente et l'exploitation de ces machines. Or, dans l'arrêté royal régissant l'accès à la profession, il est spécialement précisé que toute personne pratiquant le développement photographique pour le compte de tiers est soumise à ce règlement et doit répondre aux conditions d'accès à la profession. Seuls les systèmes automatiques à développement instantané, du type Polaroid, dérogent à la règle. Ici, le ministère n'a gardé dans le texte que le mot "automatique". Le matériel utilisé n'est évidemment pas instantané et pratiquement pas 100% automatique puisqu'il nécessite de la part de son

utilisateur la manipulation de produits chimiques et de papier photosensible. Pour ce qui concerne le reportage de mariages, le travail au noir dans ce secteur est courant.

Ne serait-il pas intéressant d'instaurer une carte professionnelle, afin de pouvoir exercer un contrôle communal lors de l'inscription des futurs mariés, à l'instar de la carte pour les ouvriers du bâtiment ?

Monsieur le ministre, merci d'apporter des réponses concrètes à ce secteur que rien n'épargne et qui attend beaucoup de votre part.

Le président : La parole est au ministre.

M. Pinxten, ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises : Monsieur le président, chers collègues, M. Mairesse soulève certains problèmes concernant la profession de photographe en général et le développement de photos en particulier. Il demande également s'il ne serait pas souhaitable de revoir l'accès à la profession. Je lui répondrai en quatre points.

Nous constatons effectivement qu'il y a aujourd'hui un problème en ce qui concerne les pratiques des laboratoires de photographie qui facturent des prix différents pour le développement de

photos, selon que le client est un marchand photographe indépendant ou une grande entreprise qui effectue le développement photographique à titre d'activité complémentaire. Je pense notamment aux supermarchés, à la FNAC, etc.

Il faut savoir que le développement de photos est actuellement assuré par quatre laboratoires en Belgique, Litto-Color, Spector, Elka, Hainaut-Color, ainsi que par trois laboratoires étrangers, Cewe-Color en Allemagne, Presto-Print aux Pays-Bas et Color-Star en France, soit un total de sept laboratoires.

Sur la base de résultats d'enquêtes, il s'avère très difficile, voire impossible, d'apporter la preuve que ces laboratoires auraient conclu un accord secret de cartellisation ou auraient aligné mutuellement leurs pratiques commerciales concernant les prix facturés pour le développement de photos, ce qui est contraire à l'article 85 du traité CEE ou à l'article 2 de la loi du 5 août 1991 protégeant la concurrence économique.

Au sens strict, cette matière, sous réserve d'un examen complémentaire concernant l'existence d'accords illicites, tombe sous l'application de ce qu'on appelle la liberté contractuelle de principe.

L'initiative législative qui viserait à repositionner la liberté commerciale des entreprises disposant d'une certaine position de pouvoir sur le marché et ayant sous leur autorité plusieurs autres entreprises - aucune ou peu d'alternatives étant possible pour ces dernières - me paraît, dès lors, un exercice de réflexion intéressant pour résoudre les problèmes que rencontrent les photographes professionnels, par analogie avec le droit français et surtout le droit allemand.

Selon l'honorable membre, le développement de photos effectué par ces laboratoires serait, en outre, facturé à perte auprès de certains clients. A cet égard, l'article 40 de la loi du 14 juillet 1991 relative aux pratiques du commerce, à l'information et à la protection du consommateur interdit la vente à perte de produits mais non la vente à perte de services. La distinction est donc bien précisée.

Etant donné que le développement de photos est un service, cette pratique ne tombe par conséquent pas sous l'application de la loi précitée. La fixation des prix de ce type de service s'inscrit donc dans le cadre du principe de la liberté du commerce.

En vertu de cette exclusion, la loi sur les pratiques commerciales ne peut aujourd'hui être invoquée pour interdire en soi la livraison à perte de certains services.

Je suis néanmoins parfaitement conscient que la pratique des prix différenciés exercée par les laboratoires s'avère discriminatoire aux yeux des photographes professionnels. S'il est quasiment impossible de constater la vente à perte chez les producteurs de services, il est toujours possible de contester des actes contraires aux pratiques commerciales honnêtes - voir l'article 94 de la loi sur les pratiques commerciales. Dans ce cas, il s'agit toujours d'une question de faits devant être appréciés par le pouvoir judiciaire.

Une initiative législative par laquelle, par analogie avec les règles déontologiques en vigueur pour certaines professions libérales, des pratiques manifestes de dumping en matière de services seraient sanctionnées, mérite, selon moi, d'être étudiée de manière approfondie.

En ce qui concerne ces problématiques, j'ai, dès l'année passée, confié une étude au professeur Stuyck de l'Université catholique de Louvain, qui enseigne le droit commercial. Je vous ferai part des résultats.

En ce qui concerne la problématique des mini-laboratoires dans les bibliothèques ou les magasins, je puis vous communiquer qu'en vertu de l'arrêté royal du 27 avril 1966 instaurant des conditions d'exercice de la profession de photographe, il est clair que l'activité professionnelle de photographe ne peut être exercée à titre principal ou à titre accessoire que si certaines conditions sont remplies.

L'article 2, § 2, 2°, dispense cependant certaines prestations de l'application de l'arrêté. Ainsi, le développement ou la reproduction de chaque prise photographique ne tombent pas sous l'application de l'arrêté lorsque "ces prestations sont effectuées à l'aide d'appareils entièrement automatiques à développement instantané."

Deux conditions cumulatives doivent donc, en l'occurrence, être remplies : d'une part, il doit s'agir d'appareils entièrement automatiques sans aucune possibilité d'intervention extérieure pour par exemple apporter d'éventuelles corrections; d'autre part, le développement doit être immédiat. Si ces deux conditions ne sont pas remplies, ces prestations tombent sous le champ d'application de l'arrêté royal.

En cas de contestation, un juge devra trancher et pourra, le cas échéant, ordonner l'expertise afin de vérifier si

ces conditions sont effectivement remplies ou non. J'ai d'ores et déjà chargé mon administration d'établir ce rapport d'expertise. Je ne manquerai pas de vous en communiquer les conclusions aussi rapidement que possible.

En ce qui concerne votre dernière suggestion relative à l'introduction d'une carte professionnelle de photographe, j'estime que l'arrêté précité du 27 avril 1966 offre déjà des garanties suffisantes pour l'exercice légal de la profession de photographe. Quiconque ne satisfait pas aux normes légales d'installation exerce la profession de manière illicite et peut donc être sanctionné.

Le projet de loi modifiant les articles 97 et 117 de la loi du 14 juillet 1991, qui sera prochainement soumis à l'approbation du parlement, prévoit d'ailleurs la possibilité d'une action en cessation.

L'instauration d'une carte professionnelle ne ferait qu'engendrer des formalités administratives supplémentaires dans le chef du photographe indépendant, ce qui, à mon avis et sans doute aussi pour votre parti, n'est pas opportun.

Le président : La parole est à M. Marceau Mairesse.

M. Marceau Mairesse (PSC) : Monsieur le président, ma question se voulait l'écho d'un appel au secours d'une profession qui, sans réaction des pouvoirs publics, risque de se trouver en voie de disparition. Je ne prendrai qu'un exemple pour étayer le message que j'ai essayé de transmettre. Je suis toujours frappé de constater que certaines grandes surfaces peuvent vendre le développement d'une photo pour 3 francs environ - j'ai vérifié les prix - alors qu'un professionnel est obligé de vendre la même photo entre 25 et 28 francs s'il ne veut pas être sanctionné par la loi pour vente à perte. C'est donc probablement, pour les grandes surfaces, un produit d'appel pour vendre autre chose, à l'instar des pommes de terre vendues à 50 centimes le kilo, alors que chacun sait que cela ne correspond pas au prix de vente normal.

Monsieur le ministre, je me demande s'il ne s'agit pas aussi de concurrence déloyale, mais ce domaine n'est peut-être pas du ressort de votre compétence.

Je vous remercie de votre réponse et je serai très attentif aux promesses concernant les études engagées.

Le président : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Regeling van de werkzaamheden

Ordre des travaux

De **voorzitter**: De mondelinge vraag nr. 1943 van de heer Marc van den Abeelen wordt naar een latere datum verschoven.

Aangezien de heer Hugo Van Dienderen afwezig is, vervalt zijn mondelinge vraag nr. 1968 die aan de mondelinge vraag nr. 1998 van de heer Julien Verstraeten toegevoegd was.

Mondelinge vraag van de heer Julien Verstraeten aan de minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen over "het verbod op het houden van legkippen in batterijkooien" (nr. 1998)

Question orale de M. Julien Verstraeten au ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sur "l'interdiction des batteries de ponte pour les poules" (n° 1998)

De **voorzitter**: De heer Julien Verstraeten heeft het woord.

De heer **Julien Verstraeten** (SP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, uit persartikels hebben wij vernomen dat het Europees Parlement het verbod op het houden van legkippen in batterijkooien met een overgrote meerderheid goedgekeurd. Tegen het jaar 2009 moeten alle legbatterijen verdwijnen. Er is met andere woorden een overgangperiode ingevoerd van zowat 10 jaar. De legbatterijen staan reeds lang ter discussie en terecht volgens mij.

Men beweert dat dit verbod de doodsteek zal zijn voor de ruim 6500 pluimveehouders en hun gezinnen. De kwekers hadden er nochtans mee ingestemd de leefruimte te vergroten van 450 cm² tot 800 cm². Reeds in 1996 besliste het Wetenschappelijk Veterinair Comité van de Commissie dat de wreedheid van de legbatterij ernstige nadelen heeft voor het welzijn van de kippen en dit omwille van de kleine ruimte en de schraalheid van die legbatterijen. Cijfers uit de sector tonen aan dat de productie van een ei van een kip met vrij beloop nauwelijks duurder is dan een ei van een batterijkip. Zal België de Europese stem volgen?

Mijnheer de minister, hebt u reeds nagedacht over de manier waarop wij te werk zullen gaan om de overgang in goede banen te leiden? Zullen de

kwekers uit de pluimveehouderijen kunnen rekenen op een tussenkomst zodat zij kunnen overschakelen op een diervriendelijker systeem? De Boerenbond heeft het over een ramp voor de sector. Zij beweren dat we in België lijdzaam zullen moeten toezien hoe Amerikaanse kippenkwekers, die met nog kleinere kooien werken, de markt zullen overnemen.

In Zwitserland, waar de legbatterijen verboden zijn, worden invoertaksen voorzien op eieren afkomstig van legbatterijen. Denkt men in België aan een dergelijk systeem, mijnheer de minister? De versheid van eieren is zeer belangrijk. Zal men rekening houden met de consument als men overschakelt op het nieuwe systeem?

De **voorzitter**: De minister heeft het woord.

De heer **Pinxten**, minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen: Mijnheer de voorzitter, ik zou eerst even een stand van zaken willen opmaken inzake de procedure om daarna in te gaan op de problematiek.

Naar aanleiding van de vraag van de Landbouwwraad, meer bepaald van de Belgische delegatie, heeft de Commissie het Wetenschappelijk Veterinair Comité opgedragen een advies uit te brengen over het welzijn van legkippen. Dit advies werd op 30 oktober 1996 ingediend. Op basis van dit advies heeft de Commissie op 13 maart 1998 een voorstel van richtlijn ingediend tot instelling van minimumnormen met betrekking tot de bescherming van legkippen bij de verschillende kweekmethodes.

In het kader van de adviesprocedure heeft het Europees Parlement op 28 januari van dit jaar een resolutie goedgekeurd met het oog op het verbod van het batterijsysteem vanaf 1 januari 2009. De Raad heeft bovendien het voorstel van de Commissie onderzocht. Tot zover de huidige stand van zaken.

Wat zijn de elementen van de problematiek? De problematiek van de legbatterijen moet volgens mij worden onderzocht als één geheel. Dit wil zeggen dat men tot op het niveau van de eierproductie moet gaan en rekening moet houden met de belangrijkste factoren: het welzijn van de kippen, de economische haalbaarheid, de volksgezondheid en de gezondheid van de dieren. Sta me toe op deze punten iets dieper in te gaan.

Ten eerste, het welzijn van de kippen. Zowel op wetenschappelijk niveau als in de sector is men bereid toe te geven

dat het kweken in batterijen een probleem schept inzake dierenwelzijn. Beide partijen geven echter ook grif toe dat de alternatieve methodes - ik heb het dan niet over de amateurs - ook problemen van dierenwelzijn scheppen, bijvoorbeeld kannibalisme of milieu-problemen.

Een tweede punt betreft de economische haalbaarheid. Het is evident dat de productiekosten sterk worden beïnvloed door de uitrusting, de dichtheid van de dierenbevolking, de arbeid en het hygiënisch onderhoud. Het ligt voor de hand dat het opheffen van legbatterijen onvermijdelijk een sterke stijging van de productiekosten die hiermee gepaard gaan tot gevolg zal hebben.

Mocht men de stijging van die productiekosten naar de consument kunnen doorrekenen, dan zou er geen enkel probleem zijn. Het is echter evident dat de concurrentie van de landen buiten de Europese Unie en ook de handelsreglementering in het kader van de Wereldhandelsorganisatie, deze doorrekening nagenoeg onmogelijk maakt, tenzij de Europese consument zelf akkoord gaat. Zo heeft men bijvoorbeeld vandaag in de Verenigde Staten een minimale oppervlakenorm per kip in een legbatterij die lager is dan de onze.

Een derde aspect betreft de volksgezondheid en de gezondheid van de dieren. Ook daarover bestaan nogal wat misverstanden.

Het besmettingsrisico met bacteriën is hoger voor bevulde eieren die op de grond zijn gelegd dan voor eieren die in legbatterijen zijn gelegd. Ik kan hiervoor verwijzen naar een vrij onverdachte bron, namelijk een studie - van het eerste trimester van 1998 van het "Eco-Lobby". Deze studie besluit en ik citeer: "dat het hoeve-ei kenmerken vertoont die mogelijk meer uiteenlopend zijn en over het algemeen een veel lagere microbiologische kwaliteit hebben, wat het opstellen van een permanent referentiemodel verbiedt".

Elke beslissing met betrekking tot minimale normen voor het kweken van legkippen moet rekening houden met deze verschillende aspecten.

Ik kom thans bij uw punctuele vragen. De eerste vraag houdt verband met het verbod van legbatterijen. Ons land vraagt sinds vijf jaar aan de Europese Commissie om het wetenschappelijk onderzoek te versterken om het welzijn van de legkippen in legbatterijen te verbeteren omdat België er zich, zoals ik reeds heb gezegd, terdege van bewust is dat deze kweekmethode problemen geeft inzake dierenwelzijn.

Zoals de Commissie het op basis van het advies van het wetenschappelijk comité echter stelt en ik citeer: "vertonen de andere uitrustingssysteem een aantal nadelen die nog niet volledig zijn weggewerkt en is het te vroeg om het kweken in batterijen te verbieden".

De tweede vraag houdt verband met het labelen van het product en de keuze van de consument. De etikettering van het product is pas zinvol als er een keuze bestaat tussen verschillende productiemethodes. In dit kader bestaan er verschillende mogelijkheden. Ik som ze even op.

In een eerste mogelijkheid blijft de toestand voortbestaan zonder wijziging van de richtlijn. De verplichte etikettering is zinvol en de consument kan, met kennis van zaken, een keuze maken.

Een tweede mogelijkheid is dat het voorstel van de Commissie wordt goedgekeurd en de oppervlakte per legkip wordt vergroot van 450 cm² naar 800 cm². Ik merk op dat de enige doelstelling van dit voorstel is de productiekosten van een batterij-ei te brengen op het niveau van de productiekosten via een andere productiemethode en niet het welzijn van de kippen te verbeteren. Ook daarover bestaan nogal wat misverstanden.

In deze hypothese zijn er drie mogelijkheden: batu rijkeieren ingevoerd vanuit derde landen, die naar onze raming 15 tot 20% goedkoper zullen zijn, Europese batterij-eieren en eieren afkomstig van andere kweekmethodes. Volgens deze hypothese lijkt de evolutie van de situatie mij eenvoudig in te schatten. Het spreekt vanzelf dat de Europese batterij-eieren van de markt zullen verdwijnen en dat er een stijging zal zijn van twee andere

categorieën, met name de batterij-eieren uit derde landen en de eieren uit andere kweekmethodes. De verhouding tussen beide is moeilijk te ramen.

Ik wil erop wijzen dat in ons land 58% van de eieren wordt verbruikt in de horecasector of onder de vorm van eierproducten. Hierbij stelt zich uiteraard het probleem van de etikettering. Deze producten worden in verwerkte vorm geconsumeerd, waarop men uiteraard geen etiketten kleef. De vrees is reëel dat een groot gedeelte daarvan zal worden ingevoerd vanuit derde landen.

Wat de invoertaksen betreft, voorzien de huidige WHO-regels niet in specifieke taken naargelang de gebruikte productiemethodes. De bescherming van de gemeenschappelijke markt ten aanzien van de invoer vanuit derde landen wordt daarentegen geleidelijk afgebouwd door de WHO-overeenkomst inzake landbouw. Zo zullen bijvoorbeeld voor verse eieren de invoerrechten op vijf jaar dalen met 30%. Ze zullen gaan van 44,7 euro/100 kg in 1995/1996 tot 30,4 euro/100 kg in 2000/2001. Daarenboven bestaat er ook een tariefcontingent aan een verminderd tarief van 15,2 euro/100 kg. Ingevolge de laatste ronde van de WHO zal dit contingent stijgen van 84 000 ton in 1995/1996 tot 157 500 ton in 2000/2001. Mijns inziens zal de trend naar toenemende liberalisering zich veeleer doorzetten dan afnemen.

Ik kom thans tot de conclusies.

Ten eerste, België is en blijft vragende partij voor een werkelijke verbetering van het welzijn van de kippen.

Ten tweede, deze verbetering kan weliswaar slechts worden overwogen als zij gepaard gaat met onderhandelingen binnen de WHO waarbij de voorwaarden betreffende het dierenwel-

zijn in de WHO-regels worden ingelast. Zo niet krijgen we concurrentievervalsing via onze eigen producenten, wat mij bezwaarlijk aanvaardbaar lijkt.

Ten slotte, indien de batterijen door het Europees Parlement zodanig worden beschouwd dat het dit productiesysteem wil verbieden, was het misschien meer coherent geweest - hoewel ook minder populair - de aankoop en de consumptie van eieren en eierproducten afkomstig van de batterijkweek bij de consument eenvoudigweg te verbieden. Dat had tenminste het voordeel van de duidelijkheid gehad. Nu is er minder duidelijkheid, maar zijn er wel de nadelen voor de producenten.

De voorzitter: De heer Julien Verstraeten heeft het woord.

De heer Julien Verstraeten (SP): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn duidelijke uitleg. Ik hoop echter dat hij de kwekers niet zal vergeten. In deze situatie lijken zij mij met een groot probleem geconfronteerd te worden. Als belangrijke punten haalde de minister het welzijn van de kippen, de volksgezondheid en de economische haalbaarheid aan. Door wat ik in de pers heb gelezen, rijzen er bij mij echter vragen over de toekomst. Dit duurt nog een hele tijd en er zullen ongetwijfeld nog veel vergaderingen over worden gehouden, maar ik hoop dat de minister ook deze mensen zal verdedigen.

De voorzitter: Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

- De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.45 uur.

- La réunion publique de commission est levée à 10.45 heures.